



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Lucé, le 1^{er} juillet 2011

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 4608/RAAPC/CAR11033

Vos réf. : Vos transmissions du 10 novembre 2009, 4 février et 22 février 2011

Affaires 092191, 110229 et 110448 suivies par :

Tél. : 02 37 91 27 60 – **Fax :** 02 37 90 71 92

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifiée par :

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement ;

Société LOCATION TRANSPORT GRANULATS (LTG);

Demande de modification des conditions d'exploitation d'une carrière à ORMOY - N°ICPE 4608

PJ : Projet d'arrêté préfectoral et 5 plans en annexe : cadastral, d'exploitations, des garanties financières et de l'état final.

0460820110701SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

SOCIETE LOCATION TRANSPORT GRANULATS

COMMUNE D'ORMOY

N° ICPE 4608

Copie à : SEIR

1 – Situation administrative et caractéristiques de la carrière

Par arrêté préfectoral n° 401 du 25 mars 1999, la société Les Transports GALLAS a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex à Ormoy, jusqu'au 31 décembre 2018.

La société Les Transports GALLAS a changé de raison sociale le 4 février 2009 et se nomme désormais LOCATION TRANSPORTS GRANULATS LTG.

L'emprise autorisée couvre une superficie de 47 ha 65 a 98 ca, pour une surface exploitable de 39 ha 14 a 63 ca.

Par courrier non daté reçu le 9 novembre 2009, complété le 9 novembre 2009, le 5 janvier et le 21 février 2011, l'exploitant sollicite la modification des conditions d'exploitation de la carrière.

2 – Demande de modification des conditions d'exploitation

La modification sollicitée vise à exclure des terrains du périmètre autorisé afin de permettre l'implantation d'une éolienne d'un parc éolien objet d'une demande de permis de construire (ENERTRAG PC référencé 282907 00005) et l'abandon d'une zone d'exploitation économiquement non viable pour la fabrication de granulats.

La carrière est composée de trois zones discontinues, respectivement aux lieux-dits « L'Epine Perce Bois », « le Bois de la Folie » et « Les Coqs » et dénommées, dans l'ordre, zones 1, 2 et 3.

Les parcelles ZA n°38 et le chemin rural des coqs de la zone 3 ont fait l'objet d'un remembrement au profit des parcelles ZK n°7, n°8, n°9 et n°10.

L'emprise sollicitée en dégrèvement du périmètre de la carrière concerne la zone 3 au lieu-dit « Les Coqs », en totalité pour les parcelles ZK n°9 et n°10 et pour parties des parcelles ZA n°1, ZK n°7 et n°8, et porte sur une surface totale de 26 550 m² correspondant à une zone dans un rayon de 50 m pris à partir du mât de l'éolienne projetée ainsi que l'abandon de la zone 2 qui n'a jamais été exploitée, parcelle C n°385, d'une surface totale de 38 040 m².

Les principaux enjeux de la carrière vis-à-vis de l'éolienne sont :

- la garantie de stabilité de l'éolienne ;
- l'absence de détérioration de l'éolienne du fait de projections en cas de tirs de mine.

1°- Sur la garantie de stabilité de l'éolienne :

L'exploitant joint à sa demande un rapport du bureau d'études ANTEA – rapport n° A54768/A de juin 2009 – qui conclut que la distance minimale à respecter entre le nu des fondations de l'éolienne et le bord des excavations pour garantir la stabilité de l'éolienne est de 20 mètres.

Le rayon de la dalle d'ancrage modélisée n'excédant pas 15 mètres, la distance minimale de sécurité est de 35 m.

Une distance d'éloignement de 50 m a été définie par l'exploitant ; elle permet donc un éloignement du bord des excavations au regard du mât de l'éolienne supérieur à la distance d'éloignement minimale de 35 mètres visant à garantir la stabilité de l'éolienne.

2°- Sur le risque de projections en cas de tirs de mine :

L'étude ANTEA précitée contient un engagement de la société LTG de ne pas utiliser d'explosifs.

3 - Impact des modifications sollicitées :

Par courrier du 5 janvier 2011 en réponse à notre courrier car09131 du 08 décembre 2009, la société LTG fournit les éléments de mise à jour de son dossier de demande d'autorisation initial, tenant compte de la modification qu'elle sollicite :

- Superficie exploitable totale : 33 ha 61 a 62 ca pour 39 ha 14 a 63 ca actuellement autorisé ;
- Tonnage total exploitable : 2 296 000 t , tonnage actuellement autorisé ;
- Schémas d'exploitation et plan de phasage modifiés de la zone 3 résiduelle : cf. annexe du projet de prescriptions ci-joint ;
- Éléments de calcul des garanties financières (surfaces S1, S2 et S3) mis à jour pour les deux périodes quinquennales restantes.
- Confirmation de l'absence d'impact sur les milieux relatifs à cette modification ;

- Clarification des surfaces totale restante et abandonnée (les chiffres diffèrent entre le courrier de demande non daté de LTG et le plan joint à son courrier du 09/11/2009) ;

La renonciation demandée implique une modification de remise en état dans la mesure où une partie des terrains ne sera pas exploitée. Les conditions de remise en état sont inchangées, c'est le profil de remise en état qui est modifié du fait de l'absence d'exploitation d'une partie des terrains, le remise en état visant à laisser en place une excavation. La société LTG a fourni un plan de l'état final modifié, mentionnant les cotes et pente de terrains : cf. annexe du projet de prescriptions ci-joint.

4 -Avis des propriétaires sur la remise en état :

La société LTG a transmis copie des titres uniques de propriété établis lors du remembrement et l'avis des propriétaires des terrains de la zone 3 sur la remise en état résultant de cette modification.

La zone 2 abandonnée n'a jamais été exploitée par la société LTG.

5– Avis des services consultés sur la demande

Au vu de la nature des modifications sollicitées par la société LTG, le conseil municipal d'Ormoy a été consulté sur la demande – notre rapport car09131 du 08 décembre 2009.

L'exploitant a joint au dossier la délibération documentée de ses annexes du conseil municipal d'Ormoy unanimement favorable au projet de remise en état (avis du 27 décembre 2010).

6 – Avis du service d'inspection des installations classées :

L'emprise dégrevée garantit, au vu des éléments déposés par le pétitionnaire, une distance d'éloignement suffisante de l'éolienne permettant la stabilité de celle-ci dans la mesure où l'éolienne sera implantée au point où elle est prévue.

L'exploitation de la carrière n'utilisera pas d'explosifs.

Les propriétaires des terrains sont favorables au profil final des terrains modifiés du fait de l'absence d'extraction d'une partie des terrains.

Le conseil municipal d'Ormoy a émis un avis favorable.

7 – Conclusion et proposition :

Les modifications sollicitées n'engendrent pas d'impact supplémentaire.

Cette demande a recueilli des avis favorables des services et personnes consultés.

En conclusion, l'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à la demande de modification des conditions d'exploitation et propose au Préfet de solliciter, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir,
Le Chef de l'unité territoriale,